

Madame
Sylvie Podio
Présidente du Grand Conseil
Place du Château 6
1014 Lausanne

Réf. : MFP/15023822

Lausanne, le 6 juin 2018

Résolution Jean-Michel Dolivo et consorts au nom des groupes EàG, Vert'libéral, Les Verts, Socialiste, PLR, PDC - Vaud libre, UDC – Pour des Assises de la chaîne pénale

Madame la Présidente,

Dans sa séance du 6 février 2018, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat la résolution suivante :

« Le Grand Conseil souhaite que le Conseil d'Etat convoque en 2018, début 2019 des Assises de la chaîne pénale, dont le thème serait la problématique de la surpopulation carcérale et les possibilités des différents maillons de ladite chaîne d'y répondre. L'objectif de ces Assises est double : formuler des propositions visant, d'une part, à la réduction des différentes formes de détention, provisoire ou en exécution de peines dans le canton et, d'autre part, au développement des moyens nécessaires pour garantir un régime progressif dans l'exécution de la sanction afin de favoriser la resocialisation de la personne détenue. Les services transversaux de l'administration cantonale vaudoise (notamment le SIPaL et le SPEV) devront y être associés.»

Le Département des institutions et de la sécurité (DIS) a décidé de mettre en place cette deuxième édition des Assises de la chaîne pénale le 10 décembre prochain dans la Salle du Parlement, à Lausanne.

Organisée sur une journée entière, ces Assises seront l'occasion de réunir différents intervenants et représentants de la chaîne pénale et de votre Autorité afin de débattre de pistes visant, comme le précise la résolution, à réduire les différentes formes de détention et à améliorer la prise en charge et la resocialisation des personnes détenues.

La matinée sera consacrée à différentes interventions de la part d'experts suisses et internationaux sur les thèmes soulevés, tandis que l'après-midi laissera la place à la discussion et aux débats, notamment dans le cadre de tables rondes.

Le programme définitif ainsi que les modalités d'inscription à cette journée vous seront communiqués après la pause estivale.

Une communication officielle sera diffusée avant les vacances d'été.

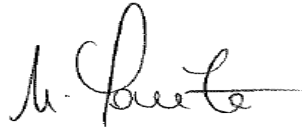
Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat estime avoir répondu à la résolution.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, à l'expression de nos sentiments dévoués.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE

LE CHANCELIER



Nuria Gorrite



Vincent Grandjean